

## France, Russie, Europe : Vers une réconciliation ?



Si la politique internationale du président russe, **Vladimir Poutine**, suscite régulièrement de nombreuses réactions en Europe et en France, c'est en partie dû à la proximité, gênante mais inévitable, entre la Russie et ses homologues européens. Souvent contrastées, les relations euro-russes ont frôlé le divorce à plusieurs reprises : depuis l'annexion de la Crimée en 2014, le dialogue entre les Etats européens et la Russie est devenu difficile voire presque impossible pour certains, notamment en Europe centrale et orientale où demeure le souvenir douloureux de l'époque soviétique. Pour la France, la politique à l'égard de la Russie est devenue claire : « dialogue et fermeté ».

Depuis l'arrivée au pouvoir du président de la République **Emmanuel Macron** en 2017, la France tente de renouer ses liens avec la Russie : nous nous pencherons sur trois Tribunes du *Monde* publiées en août et septembre 2019 rendant compte tour à tour des nouvelles relations franco-russes et de la politique étrangère menée par V. Poutine :

- Le philosophe **Michel Eltchaninoff** et le politiste **Bruno Tertrais** décryptent dans un premier temps (7 septembre) la diplomatie de Vladimir Poutine et mettent en garde contre l'illusion d'une « nouvelle architecture de sécurité en Europe ». Ils présentent le pari, fait par le président français dès son investiture, de « Ramener la Russie à l'Europe » et expliquent les choix du président russe à l'égard de l'Europe.

- **Catherine Coquio**, fondatrice du Comité Syrie-Europe, s'interroge (19 août) et juge « honteuse » la « venue de M. Poutine dans la résidence de vacances d'été du président français, au regard des atrocités commises par la Russie en Syrie ».

- La directrice du Centre Russie-NEI à l'Institut Français des Relations Internationales, **Tatiana Kastouéva-Jean**, jette un regard critique (17 août) sur la question en rappelant que la fameuse rencontre entre les deux chefs d'Etat à Brégançon, a lieu dans un contexte particulier : « un moment où la popularité du Maître du Kremlin connaît un déclin ». Elle estime également qu'aucun des deux présidents n'est en position de force vis-à-vis de l'autre, la situation étant délicate pour chacun.

La volonté d'**Emmanuel Macron** de rebâtir « l'architecture de sécurité » de l'Europe avec la Russie à ses côtés interroge les politistes et philosophes français **Bruno Tertrais** et **Michel Eltchmaninoff**. En effet la rencontre à Brégançon entre **Vladimir Poutine** et Emmanuel Macron a notamment été l'occasion de débattre d'un « nouveau partenariat stratégique avec la Russie ». Depuis la Charte de Paris de 1990 (redéfinition des règles de sécurité sur le continent Européen), les choses ont évolué et méritent un « nouvel examen de la question » en utilisant une expression, bien connue de la France pendant la guerre froide, « dépasser la logique des blocs ». L'idée de dépasser l'ancienne opposition idéologique Est/Ouest lorsqu'on parle de sécurité européenne fait allusion à une ancienne demande soviétique puis russe en 2008 qui sous entendait « donner à Moscou un droit de regard sur les décisions occidentales ».

En effet il semblerait que **Vladimir Poutine** souhaite mettre en œuvre l'idée d'**Egon Bahr**, défunt membre du Parti Social-Démocrate allemand (SPD). Ce proche du chancelier **Willy Brandt** (1969-1974) fut l'un des principaux inspirateurs de l'Ostpolitik (politique menée par la RFA durant la guerre froide, visant à rapprocher les deux Allemagnes et renforcer les liens entre la RFA et l'URSS). Il proposait de développer le concept d'un « système de sécurité européenne ». Il envisageait ainsi la possibilité d'une sécurité européenne, extérieure à l'OTAN, qui permettrait d'unir l'Europe au sein d'un même projet de défense. Pour **M. Eltchmaninoff** et **B. Tertrais**, la question se pose de savoir si cette relance d'un projet aux allures soviétiques ne laisse pas deviner une tentative pour le président russe de rallier ses électeurs perdus ou mécontents à sa cause, en séduisant l'Europe.

La tentative de **Vladimir Poutine** semble pourtant peu convaincante : Cette définition de sphères d'influence en Europe est contraire aux intérêts français et européens et il est bien sûr impossible d'accorder un droit de veto à Vladimir Poutine sur les décisions de l'OTAN ou de l'Union Européenne. De plus, la Russie feint d'oublier ses nombreux manquements aux accords antérieurs sur les règles de comportement des Etats européens (Accords d'Helsinki en 1975 ou Charte de Paris en 1990). L'armée russe a en effet délibérément attaqué la Géorgie en 2008 et l'Ukraine en 2014, deux Etats issus du démantèlement de l'URSS mais proches aujourd'hui de l'UE (sans en être membres). Il paraît difficile d'accorder à M. Poutine une confiance qui jusque là semble trop fragile.

Le président russe a tenté à plusieurs reprises de couper ses liens historiques avec l'Europe, qualifiant ses valeurs de « décadentes » et s'écartant du droit chemin des valeurs « traditionnelles » au profit d'une Asie turque ou encore chinoise, qui alimente un rêve d'une alliance « anti-occidentale ». La Russie justifie sa tentation asiatique par « l'humiliation » que lui fait subir l'Europe. **M. Eltchmaninoff** et **B. Tertrais** posent la question : **inviter tous les dix ans la Russie aux grandes commémorations de Normandie, l'inviter à se joindre au G7 et à l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) et enfin promettre, via l'OTAN en 1997, de ne pas installer de matériels militaires sur le territoire des nouveaux membres de l'Alliance atlantique, est-ce une preuve d'humiliation ?**

Pour le philosophe et le politiste, « **M. Macron** a raison de vouloir multiplier les canaux de dialogue avec Moscou » mais « le projet d'une nouvelle architecture de sécurité européenne est aujourd'hui une chimère au sens propre, un objectif hors d'atteinte ». Il serait à leurs yeux « plus utile de rétablir la stabilité stratégique sur le continent, au vu des nouveaux déploiements de missiles russes et des réponses occidentales possibles ».



Pour la cofondatrice du Comité Syrie Europe, **Catherine Coquio**, la venue du président russe **Vladimir Poutine** au fort de Brégançon interroge fortement. La professeure de littérature comparée à l'université Paris-Diderot ne comprend pas cette proximité « honteuse », avec le possible responsable de l'ingérence russe dans les élections françaises et européennes, sans parler du rôle décisif mais trop souvent inquiétant de l'armée russe en Syrie. **Mme Coquio** rappelle les exactions dont **M. Poutine** est accusé : « des bombardements dans la province d'Idlib où sont rassemblés plus de 3 millions de Syriens (dont environ 1 million d'enfants) », elle cite le Réseau Syrien des droits de l'homme qui affirme qu'en mai et juin 2017 auraient été bombardés « 33 hôpitaux, 77 écoles, 46 lieux de culte et 3 camps de réfugiés, faisant 518 morts, chiffre qui est en train de doubler ». Elle affirme que ce « carnage » ne serait pas fait pour « liquider les opposants », mais bel et bien, pour « anéantir toute infrastructure et forme de vie sociale, toute forme d'espoir dans la population ». Elle accuse également le gouvernement russe de « Cibler les enfants depuis 2011 et liquider toute possibilité d'éduquer et soigner ».

C'est donc une indignation de recevoir le prétendu « coupable » de ces actes, qui plus est, après avoir accepté son retour au Conseil de l'Europe en juin 2019. Elle souligne l'incapacité des démocraties européennes à punir économiquement la Russie en « déclarant l'embargo, l'arrêt des contrats... ». **M. Macron** semblerait jeter un voile pudique sur les bombardements russes, les ignorant en préférant se concentrer sur « l'aide humanitaire française en Syrie ».

C'est au tour de l'ONU d'être accusée coupable d'une mauvaise gestion du conflit syrien. Elle souligne la faute des Nations Unies en livrant aux armées, notamment à celle de **M. Poutine**, les données géographiques des cibles à éviter, « connaissant les méthodes poutiniennes en matière de Terre brûlée ». La professeure de littérature s'indigne du jugement final de l'ONU sur le conflit syrien : En prenant acte de la victoire d'un régime génocidaire, l'ONU parvient tout de même à

déclarer « La guerre est finie » et à demander aux Syriens de rentrer chez eux. Demande jugée grotesque par **Catherine Coquio** qui déclare « Pourquoi les Syriens reviendraient là où la prison les attend voire la liquidation, pourquoi arrêter les exodes? ». Il est pour elle évident que les centaines d'enfants qui ont vu leur parents massacrés, répondront pour beaucoup à l'appel dramatique du djihadisme de l'État islamique (qui reprendrait pied en Syrie).

La comparatiste française le sait bien, « si **Bachar El-Assad**, chef du gouvernement Syrien menait une guerre contre le terrorisme, cette guerre n'aurait pas fait 90 % de ses victimes parmi les civils et elle serait depuis longtemps terminée ». Eradiquer le djihad de son territoire n'est pas la réelle obsession du pouvoir syrien, les mots soufflés dans un seul cri par le peuple cinq mois après le soulèvement en Syrie, « liberté et dignité », préoccupent bien plus **Bachar El Assad** : « Bachar mène son propre terrorisme, lui et **Daesh** sont déchaînés contre un ennemi commun : ceux qui veulent la démocratie ».

**Catherine Coquio** estime enfin que le massacre syrien prendra un peu d'ampleur dans la future décennie : « Peut-être, dans dix ans, on se rendra compte de ce qui s'est passé durant cette guerre et alors ce sera une noyade morale ». Elle affirme que le « devoir de mémoire » ne mentionnera pas les crimes en Syrie au vu de l'état de notre société. Pour la membre du Comité Syrie Europe, « Les retrouvailles à Brégançon peuvent déjà être inscrites dans le chapitre des épisodes les plus honteux de notre histoire, vingt-cinq ans après le Rwanda ».

En cherchant à comprendre la venue de **Vladimir Poutine** à Brégançon, **Tatiana Kastouéva-Jean**, quant à elle, s'est interrogée sur les avantages que pouvaient tirer les deux présidents de cette rencontre pourtant inattendue. Elle observe par ailleurs que leur discussion « a lieu au moment où le Maître du Kremlin connaît un déclin de popularité parmi ses électeurs ».

Elle rappelle avant tout la politique de « dialogue et fermeté » menée par la France « tant de **François Hollande** que d'**Emmanuel Macron** ». En effet « depuis l'annexion de la Crimée en 2014, la politique russe de la France s'attache à défendre fermement sa sécurité européenne et transatlantique ainsi que ses valeurs démocratiques et libérales tout en maintenant le dialogue, culturel, économique et politique avec la Russie ». La spécialiste de la Russie observe également que depuis le début de l'été, la France s'ouvre beaucoup au dialogue (en juin, le Premier ministre russe **Dmitri Medvedev** a rendu visite à son homologue français au Havre, et la Russie a réintégré l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe grâce à l'appui de la France). Tous ces liens avec la Russie restent solides et sont sur le point de se renforcer malgré, un an plus tôt, l'affaire Skripal, que Mr. Macron avait semblé ignorer.

En effet l'Allemagne et le Royaume-Uni paraissant éclipsés pour le moment de la politique avec la Russie, la France est devenue pour le moment, du fait de sa présidence au Conseil de l'Europe et du G7, « la seule nation européenne capable de formuler des initiatives pertinentes à l'égard de la Russie ». Or, **Emmanuel Macron** entretient, depuis les élections présidentielles récentes en Ukraine, de très bons rapports avec le nouveau président **Volodymyr Zelensky**, porteur de beaucoup d'espoirs dans le conflit ukrainien, l'Ukraine symbolisant depuis bientôt six ans le froid des relations entre la Russie et l'Europe.

D'autres enjeux géopolitiques sont à débattre avec **Vladimir Poutine** notamment la Syrie ou encore l'Iran où « le dialogue avec Moscou s'impose ». La démarche du président français est supposée être appréciée par **M. Poutine**, lui qui aime montrer que son pays compte pour l'Europe, occasion également pour ce dernier de réaffirmer ses positions vis-à-vis de l'Ukraine au détriment de la volonté européenne : « La Crimée n'est pas et ne sera pas rendue à l'Ukraine ». On sait que des passeports russes sont distribués dans la région du Donbass, encourageant les séparatistes, et que les marins ukrainiens arrêtés par la Russie en novembre 2018 sont toujours en prison. **M. Poutine** peut se croire en position de force depuis que l'Europe fait profil bas, suite aux accusations d'ingérence russe dans les élections partout en Europe : le président russe semble « récolter les fruits de sa patience stratégique et de son intransigeance face à l'Europe ». Le risque est donc que **Vladimir Poutine** interprète les multiples ouvertures macroniennes comme un aveu de faiblesse français et plus largement européen. Le grand succès de **V. Poutine** en Russie, depuis son arrivée au pouvoir, réside dans sa capacité à mener sa politique étrangère, à réaffirmer la place de la Russie sur la scène internationale.

La directrice de l'IFRI soutient que la position française à l'égard de la Russie est loin d'être confortable puisqu'il ne faudrait pas conforter le pouvoir de **V. Poutine** en faisant preuve de faiblesse : « Une fois de plus, le timing est traître : le tapis rouge sera déroulé devant le président russe au moment où sa popularité connaît un déclin, la grogne monte au sein de la société civile et les élites craignent les incertitudes de l'après-2024, où – sauf changement de la Constitution – **M. Poutine** ne pourra plus briguer légalement un cinquième mandat ».

Après ces analyses sur les relations franco-russes et euro-russes, nous pouvons conclure que la Russie et l'Europe/la France sont étroitement et inévitablement liées (historiquement, culturellement, et surtout politiquement). La politique européenne est régulièrement frappée par la dure réalité géopolitique de ces derniers siècles : le poids de la Russie dans les relations internationales est décidément trop lourd pour ne pas être pris en compte. Beaucoup de décisions doivent se faire avec la Russie quitte à en payer un prix parfois élevé (acceptation de plusieurs événements « inadmissibles » comme les possibles ingérences russes dans les élections européennes, l'affaire Skripal, l'intervention en Crimée et en Syrie ou encore les innombrables manquements de la Russie à ses engagements européens). **Vladimir Poutine** peut être considéré comme inquiétant voire dangereux, mais il restera peut-être encore au pouvoir pendant longtemps. Ainsi la volonté de dialogue **d'Emmanuel Macron** peut être comprise comme une forme d'apaisement des tensions entre Europe et Russie.

Nous pourrions cependant nous poser la question : Pourquoi la France représente-t-elle officieusement l'Europe lors de certaines réunions avec la Russie ? Devant un « ennemi » commun, l'Europe ne devrait-elle pas s'unir, au moins sur la question des relations avec la Russie ? Les décisions européennes n'auraient-elles pas plus de légitimité si elles devenaient unanimes ? La question de l'unité politique européenne n'est pas nouvelle, mais au vu des récentes crises internationales (notamment l'invasion de la Crimée), l'Europe doit urgemment affirmer un réel statut géopolitique pour peser sur la scène internationale.

**Thomas JANNIN (TES3), le 23 septembre 2019**